Mémoires et silences. Violences transgénérationnelles et transfrontalières de la répression franquiste

Delphine Leroy[1]

Hommage

Dimanche 12 août 2018 à 11h30, à l'entrée d'un village de Castilla y León[2], en bordure de la route principale, un petit groupe de personnes se rassemble en plein soleil (Cf. Photographie 1), devant une stèle invisible pour la voyageuse ou le voyageur non averti·e : un monolithe blanc sur lequel est gravé une liste de noms. Cinquante personnes commémorent l'assassinat perpétré en 1936 d'habitants, n'ayant bénéficié d'aucune forme de procès, même inéquitable. La petitesse du groupe (au regard des 500 habitant·e·s annuel·le·s et de l'augmentation de sa population durant la période estivale liée au retour d'émigré·e·s) s'explique par le peu de publicité de l'événement.

À l'initiative d'une association[3], l'organisation de cet hommage ne s'appuie sur aucune institution étatique ni sur la région Castilla y León. Un conseiller municipal y assiste. Nombre de participant·e·s ont eu l'un des membres de leur famille (ou plusieurs) directement concerné(s) par ces disparations.

La cérémonie annuelle débute par le discours d'un professeur d'histoire[4] dans le secondaire, militant dans diverses associations de mémoire historique de la région, qui replace ce moment dans le contexte particulier du débat actuel

1 Anthropologue, Maîtresse de conférences en sciences de l'éducation, affiliée à l'Institut Convergences Migrations, Université Paris 8, Unité de recherche Experice, EA 3971, 2 rue de la Liberté, 93526 Saint-Denis cedex ; delphine.leroy05@univ-paris8.fr

2 « La Communauté Autonome de Castilla et León est réputée pour être l'une des plus réactionnaire d'Espagne concernant la mémoire historique. Ce village est plutôt spécifique du León (auquel il était historiquement et culturellement rattaché par le passé) et a des affinités avec le nord de l'Estrémadure » (note d'Iglesias Ovejero en 2019 qui a relu attentivement ce texte et dont on retrouvera deux annotations en bas de page).

3 Documentación y estudio del Rebollar, Asociación Cultural. P.R.O.E.M.I.O.

4 Il s'agit de Luis Castro Berrojo, un article de presse locale retrace l'événement plus précisément (URL : http://www.ciudadrodrigo.net/2018/08/12/familiares-y-amigos-recuerdan-la-memoria-de-los-asesinados-en-robleda-en-agosto-de-1936/).

concernant la dépouille de Franco[5] et des évocations institutionnelles du régime franquiste qui habillent encore les lieux publics.

La mémoire ensuite égrenée par une courte évocation de l'histoire de chacune des vingt-six personnes s'inscrit dans une dimension testimoniale et vivace des traces institutionnelles de ce passé.

Photographie 1 : Commémoration annuelle



Crédit : D. Leroy, Robleda 1, 2018.

Les âges du souvenir (1)

Un des participants — l'un des plus jeunes, âgé d'une quarantaine d'années[6] — prend la parole pour remercier cette initiative, car elle lui a permis d'avoir une

5 La décision du gouvernement socialiste de Pedro Sánchez (élu le 2 juin 2018) de retirer la dépouille de Franco du Mausolée qui est fleuri chaque jour divise le pays (il a fallu repousser la date du transfert). « El Valle de los Caídos » est un complexe monumental commémorant la guerre civile, érigé à l'initiative du dictateur. Le mausolée, situé à une cinquantaine de kilomètres de Madrid, abrite les corps d'environ 27 000 combattants franquistes et de 10 000 opposant·e·s républicain·e·s, raison pour laquelle Franco, qui l'avait inauguré le 1er avril 1959, le présentait comme un lieu de « réconciliation ».

6 L'année suivante, août 2019, c'est sous le signe de la jeunesse que le monolithe sera fleuri (URL : http://www.ciudadrodrigo.net/2019/08/05/ofrenda-floral-ante-el-monolito-los-represaliados-republicanos-en-robleda-por-angel-iglesias-ovejero/).

autre image des disparus[7] : « *On m'avait toujours dit auparavant qu'ils étaient mauvais* ». L'évocation de ces disparus, considérés parfois comme voleurs ou activistes révolutionnaires, porte l'empreinte du dénigrement populaire, qui s'est inscrit dans une longue campagne de propagande nationaliste : « *S'ils sont morts, c'est bien qu'ils avaient dû faire quelque chose* », dit une sentence locale. Le mort ou le « disparu » est donc d'emblée suspecté — généralement de larcins et de contrebande assez courante dans cette région frontalière au Portugal — et ne peut acquérir le statut de victime qu'après un long effort de réhabilitation documentée. L'enjeu du travail de mémoire — que Preston (2016 : 719) définit comme récupération de la mémoire historique[8] — est alors celui d'une reconstitution minutieuse des faits, afin de lever le voile d'années de calomnies, permettant la justification de ces violences. L'historienne Yusta (2016) rappelle que l'historiographie espagnole — notamment concernant la guérilla — s'est « construite » par vacuité méthodologique en se basant notamment sur les récits utilitaristes et les témoignages de propagande des policiers et des garde-civils[9]. C'est donc un lent processus de réappropriation mémorielle — tant académique que populaire — qui chemine à travers ces démarches.

Les interlocutrices et interlocuteurs rencontré·e·s semblent s'accorder sur l'importance de l'âge en matière de mémoire. Ainsi, si paradoxalement la mémoire s'efface avec les décès de celles et ceux qui ont participé aux événements, il deviendrait, sans leur présence plus facile de parler en public de ces faits. De nouvelles découvertes émergent aujourd'hui, des petits-enfants partant à la recherche de leurs grands-parents enfouis dans des fosses communes. Certaines familles saisissent la justice, obligeant peu à peu les institutions et la société tout entière à débattre sur ce qui ne pouvait être dit[10].

Un double jeu complexe se tisse donc entre pertes et réminiscences, tel que Augé (2001 : 136) nous invite à l'articuler : « La mémoire et l'oubli sont solidaires, tous deux nécessaires au plein emploi du temps. […] On aura plaidé ici

7 Sur le monolithe, seuls des hommes (mêmes inconnus) sont inscrits. Les décès directs (assassinats) de femmes sont peu répertoriés dans la région (une exécution après sentence et six assassinats en dehors du cadre « judiciaire » sont évoqués pour le sud-ouest de Salamanque). Le système d'extrême violence réservé aux femmes (viols, humiliations publiques, crâne rasé, ingestion forcée d'huile de ricin pour souiller leurs vêtements de leurs excréments, dénuement, mortalité infantile, menaces incessantes, vols, etc.) était soumis et avait pour cadre la honte et la terreur des victimes dans une société aux représentations et pratiques profondément machistes (Iglesias Ovejero, 2016 : 524).

8 « Par sa réitération sans fin dans la presse, dans les écoles, dans les manuels pour enfants et depuis les chaires d'église, une mémoire historique fût créée et disséminée durant trois décennies et demie. La réécriture de l'histoire et le déni du vécu et des souvenirs des vainqueurs et des victimes visait à absoudre les militaires rebelles de toute culpabilité » (Preston, 2016 : 718).

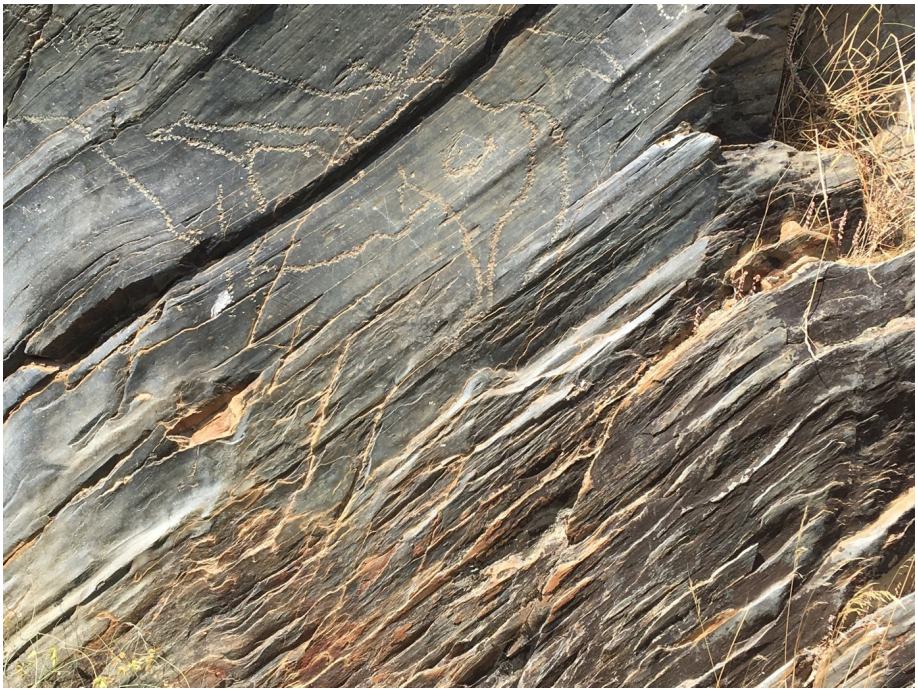
9 « Depuis la perspective officielle, la guérilla restait réduite à un phénomène principalement criminel et marginal dont le traitement ne méritait même pas de mobiliser une méthodologie historiographique, puisqu'il pouvait être relaté par les policiers et garde-civils, qui rédigeaient leurs œuvres depuis un point de vue utilitariste et de propagande » (Yusta, 2016 : 5-6 ; traduction de l'autrice).

10 Le film documentaire *El silencio de otros* paru en 2018 et réalisé par Almudena Carracedo et Robert Bahar (production El Deseo, Augustin et Pedro Almodavar, 95 mn) rend compte de la lutte de certaines familles et associations qui depuis 2010 ont entrepris de réclamer justice depuis leur pays d'émigration, l'Argentine (URL : https://cineuropa.org/fr/film/347041/).

contre la mélancolie hautaine des positions arrêtées, pour la modestie active du mouvement, de l'exercice, de la gymnastique de l'esprit ». Il s'agit donc dans ces quelques lignes de tenter de mettre au jour comment ce double jeu mémoire-silence s'articule pour les personnes interrogées.

À ces enjeux mémoriels déjà délicats (Cf. Photographie 2), se juxtaposent des dimensions transmigratoires puisqu'il s'agit notamment de petits-enfants nés à l'étranger, dont les récits d'exils — souvent lacunaires des parents — reconfigurent des formes identitaires comme si « la préhistoire de l'exil n'[était] pas l'objet d'un refoulement mais [était] frappé de déni. Le temps du projet est l'objet d'un secret obligé » (Aznar Berko, 2020 : 206).

Photographie 2 : Les âges du souvenir : inscription rupestre



Légende : Une histoire à reconquérir. La Siega Verde, toute proche du village, est un lieu majeur d'inscriptions et de traces rupestres du paléolithique. Inscrit au patrimoine de l'humanité et découvert très récemment (1998), ce lieu a été occulté de l'histoire locale.
Crédit : D. Leroy, Siega Verde (Castilla y Léon), 2018.

Implications et quête mémorielle : « ce passé qui ne passe pas »

La moitié de mon histoire familiale provient de ce petit village de Castille. Ma mère y est née, sa mère avant elle, ses grands-parents maternels également. Comme la majorité de sa génération, ma mère est partie en France à l'âge de quinze ans pour travailler. Elle est restée et a fondé une famille dans ce nouvel espace d'adoption. Ma grand-mère a entre-temps quitté le village natal et n'y est

pas revenue. C'est pour moi une histoire trouble et distante dont j'ai eu besoin de retisser le fil afin de comprendre ce qui était tu et la violence de ce silence qui transpirait en moi. À l'adolescence, j'ai interrogé ma grand-mère sur le franquisme, sur ses opinions politiques et celles de mon grand-père (décédé lorsque ma mère était enfant). J'ai appris ensuite que personne n'avait osé l'interroger à ce sujet. Elle m'a répondu sans détour, mais a esquivé l'essentiel : je n'avais alors pas posé les bonnes questions.

Été 2016. Je[11] suis en Espagne. Je profite de ces longues journées estivales pour finaliser l'ouvrage issu de ma thèse et qui porte sur des récits de femmes migrantes hispanophones. Les implications de mon histoire familiale sur mon sujet de recherche apparaissent d'autant plus évidentes dans ce lieu. Quelques semaines auparavant, l'ouvrage d'Iglesias Ovejero, *La represión franquista en el sudoeste de Salamanca (1936-1948)*[12], parait et comporte notamment l'histoire de ce village, qui est également le sien. J'avais pu lire avant sa publication, l'extrait de son récit de vie qui évoquait des traces de mon histoire familiale. Ce texte m'avait bouleversé, car il remettait en doute et en jeu le passé que j'avais construit à partir du silence pesant qui enfermait ces questions. Cette redistribution narrative des places et rôles de certain·e·s influait sur mon analyse et probablement sur mon idéalisation politique contemporaine. Je comprenais alors que cette histoire me concernait bien au-delà d'une historiographie factuelle et minutieuse.

Je me retrouve à ma place de petite-fille issue des migrations que Cyrulnik (2003 : 8-9) dépeint ainsi : « Les petits-enfants à l'aise dans cette culture où eux seront assimilés, qui ne sera donc plus nouvelle, reprocheront à leurs parents de les avoir privés d'une partie de leur histoire. Alors, pour redevenir entiers, ils partiront à la recherche de leurs origines et dépoussièreront des conflits vieux de plusieurs siècles ».

Cette quête du passé prend effectivement des allures de quête existentielle. Comment et pourquoi les rôles et places de mes aïeux·les dans un conflit fratricide, peuvent déstabiliser à ce point une descendante métissée et vivant à l'étranger ?

Je profite des vacances pour interroger quelques personnes sur leurs souvenirs de la longue époque du franquisme, je recherche spécifiquement des témoignages sur ma famille.

---

11 Le « je » qui est utilisé ici se place dans une visée de la recherche qui n'efface pas ses modalités de fabrication, mais propose aux lecteurs et lectrices d'en saisir les implications personnelles. Il s'agit de rendre visible, ce qui pourrait justement être rendu opaque par un effacement arbitraire des filiations ou situations d'enquête. « À partir du moment où l'expérience de terrain entre dans le champ de la recherche, tout le protocole narratif s'en trouve perturbé. Se défait alors l'ajustement préfabriqué, conventionnel et supposé "objectif" entre les mots et les choses. Et une autre écriture s'impose pour rendre compte de ce qui survient entre observateurs et observés » (Bensa, 2016 : 165). Jablonka (2017 : 94), évoquant sa recherche historique, ayant comme point d'appui ses grands-parents, évoque même un recours « où le "je" serait la caution de la recherche la plus objective, et non pas son principe corrupteur ».

12 Dans *La represión franquista del sudoeste de Salamanca*, c'est le district de Ciudad Rodrigo et d'une partie de la Sierra de Francia qui est étudié, ce qui représente en tout entre soixante et soixante-dix localités. Dans une vingtaine d'entre elles, une répression similaire s'est produite avec notamment l'élimination physique de personnes généralement sans aucun acte judiciaire. Ces exécutions ont été perpétrées par des miliciens fascistes armés et contrôlés par les militaires (note d'Iglesias Ovejero en 2019 ; cf. supra).

À ma grande surprise, on me demande de me taire et de ne pas remuer ce passé douloureux en public. En 2016, j'apprends qu'il est ainsi encore très mal venu d'évoquer des faits et des gestes impliquant des personnes pourtant décédées. On me reçoit malgré tout, par courtoisie, dans une maison, pour répondre à mes questions, mais non sans préalables ni surveillance. Mon intérêt suscite du dérangement : quelles sont mes intentions ? Est-ce que je n'enregistre pas les conversations ? Vais-je publier un livre comme Ángel Iglesias Ovejero ? Son livre, jugé partisan, ranime le débat : ne faut-il pas oublier le passé pour vivre en paix ? Ces histoires demeurent délicates. Des dissensions importantes apparaissent au creux des familles. « Mais, les traces de ces traumas psychiques [...] si peu visibles [...] si peu "entendables" doivent être comprises comme traumas ontologiques qui s'inscrivent au plus profond de l'être, mais aussi du lien social » (Moro, 2002 : 143).

Deux ans après, je suis de retour au village et le projet s'affine grâce à une proposition de communication pour l'Université de Galati[13], qui donne une direction concrète à ma quête. De manière étrange, les portes s'ouvrent et les langues se délient[14]. Je sais aussi que d'autres conversations ont eu lieu à la suite de mon passage précédent, mes questions en ont suscité d'autres. Cette scène de l'enquête est importante, car elle joue sur plusieurs dimensions de la recherche qui croisent cette double position d'*insider* par mon histoire familiale locale et d'*outsider* par mon lieu de vie et surtout ma filiation paternelle. Comme beaucoup d'enfants de migrant·e·s, je suis à la fois d'ici et d'ailleurs. L'« ici » place mes demandes dans une légitimité autochtone (il est le passage obligé de tout entretien : « "de qui" je suis, chez qui je vis au village », etc.), le « là-bas » autorise les questions naïves et des réponses libres d'implications sociales communes. De manière formelle ce sont douze entretiens[15] qui sont menés et enregistrés (de trente-cinq minutes à deux heures trente[16]), la plupart de manière individuelle, trois l'ont été avec un couple avec parfois des opinions divergentes, et un avec la présence du conjoint qui ne disait presque rien ; un autre s'est réalisé avec l'intervention d'un tiers qui vient alimenter la discussion. Ce dernier est important, car, c'est le premier qui est réalisé au café, sur la place du village à la demande de mon interlocuteur. Il donne ainsi une visibilité à l'enquête comme à ses protagonistes qui ont soin de montrer qu'ils sont tous deux interviewés. Il est maintenant

13 Colloque international intitulé « Un passé qui ne passe pas : mémoire(s) des totalitarismes en Europe contemporaine » organisé par la faculté de lettres et sciences humaines de l'Université de Galați, 23 et 24 novembre 2018 et dont les actes ne seront finalement pas publiés.

14 L'aide et l'appui généreux de Françoise et Ángel Iglesias Ovejero y ont fortement contribué également.

15 Les seize personnes enregistrées étaient âgées de trente-sept à quatre-vingt-huit ans. Huit étaient retraité·e·s et les professions étaient variées (femme au foyer, artisans, universitaires, fonctionnaires, employé·e·s, cadres) Trois sont nées en France, d'autres arrivées très jeunes sont parfaitement bilingues et la plupart entretiennent des liens forts avec les deux pays (alternance de périodes de vie en France et en Espagne ou retours plus occasionnels mais récurrents). Trois n'ont pas eu d'expérience migratoire et résident en Espagne. Six (huit avec les conjoint·e·s) ont été directement concernées par des assassinats durant la dictature de parents proches (pères, oncles ou/et grands-pères). Deux familles sont concernées par l'exhumation de Boadillas et deux autres personnes ont fait des recherches très avancées pour retrouver les dépouilles ou reconstituer le déroulement des homicides. Les entretiens avaient lieu en castillan, en français et dans une alternance codique, voire en « fragnol » (Salvayre, 2014). Les extraits d'entretiens sont traduits en français par l'autrice dans l'article.

16 Ce qui représente environ quatorze heures et vingt minutes d'enregistrement.

indiscutable que je mène une recherche sur le passé et cela invite les un·e·s et les autres à en parler au détour d'une rencontre impromptue. Ainsi, de manière informelle, l'intérêt pour ces questions et notamment leur intrication dans les récits migratoires sont notables dans ce village où toutes les familles sont ou ont été concernées par ce phénomène massif et durable comme dans la plupart des régions voisines[17]. Chacun·e se sent impliqué·e dans cette dimension transculturelle. Ainsi l'été c'est trois à quatre fois plus de personnes qui résident dans la localité très peu touchée par le tourisme de masse, avec le passage régulier des familles vivant au loin. Même la langue ne résiste pas au mélange et c'est un *fragnol* local qui est parfois pratiqué à l'insu de ses locuteurs et locutrices[18].

Photographie 3 : La mémoire prisonnière de la peur : point de vue du village



Légende : Les barbelés aux alentours du village enferment le point de vue sur l'église. Alliée incontestable du régime de la peur, l'église exerçait une forme de police idéologique qu'il n'était pas toujours aisé de dépasser.
Crédit : D. Leroy, Robleda 2, 2018.

17 Nous renvoyons à ce sujet pour la migration espagnole en France à Talvikki Chanfreau (2006) : « Pendant les deux derniers siècles, la France connut trois époques de diaspora espagnole avec un pic lors de l'exode massif des républicains à la veille de la Seconde Guerre mondiale ». À la fin du XIXe siècle, la perte des dernières colonies hispaniques d'outre-mer, la pauvreté qui sévissait dans la Péninsule Ibérique ou les répressions gouvernementales qui condamnaient les opposant·e·s à la clandestinité, renforcèrent le courant migratoire. Les intervievé·e·s témoignent également d'exodes vers le Brésil et l'Amérique du Sud.

18 J'ai par exemple fait remarquer à des résident·e·s espagnol·e·s ayant vécu en France une vingtaine d'années que *el coffre* n'existait pas en espagnol, pour une voiture mais *maletero*. Nous en avons ri, car effectivement, l'usage *del coffre* leur paraissait tout à fait standard en espagnol.

L'admiration pour les parcours décrits transpire de toutes les évocations. Une envie et peut-être un besoin de reconnaissance (au sens d'Honneth, 2000) de la part des familles (enfants et petits-enfants) pour ces histoires invisibilisées par nos sociétés sont certainement également à l'œuvre.

Le récit de vie joue alors pleinement son double rôle d'histoire individuelle et collective, intriquant à la fois une démarche clinique et sociale (Ferrarotti, 1990 ; Coulon et Le Grand, 2000) dont les incidences dépassent le cadre local pour s'étendre aux mobilités des acteurs et actrices.

La mémoire prisonnière de la peur

Pour les personnes ayant vécu directement la période du franquisme, la peur semble le motif principal de leur silence, expliquent leurs descendant·e·s. Le *trauma* suscité par ces années de frayeur a perduré bien au-delà de la dictature. Ainsi, nombre de personnes ayant vécu cette période, sont demeurées incapables de dépasser la terreur liée à la répression. Une terreur blottie à l'intérieur de soi que rien ne semble pouvoir déloger des années après les événements.

Les enfants, petits-enfants, ont encore la mémoire et la compréhension fine de ce silence généré par la peur (Cf. Photographie 3). Aucun jugement de valeur n'est apposé à ce silence des ancien·ne·s, considéré aussi comme une manière de se protéger. Quelque chose de l'ordre de l'acquiescement respectueux semble perdurer au-delà du temps. « Le trauma vaut pour lui-même mais, comme si cela n'était pas suffisant, il semble être fait pour être transmis » (Moro, 2002 : 143).

Des récits terribles, qui se rapportent de manière évidente à des mythes ancestraux, rapportent des cas de profanations sexuelles de cadavres. Il est très difficile de savoir ce qui est numériquement de l'ordre du fait et ce qui est de l'ordre de l'extrapolation, toujours est-il qu'il est indéniable que des violences sexuelles ont également eu lieu, qu'elles aient été en lien ou non avec les assassinats. La mort n'était donc pas l'unique ressort de la peur, mais bien les conditions et les manifestations plurielles de violences qui l'accompagnaient. De manière certaine, des trophées (économiques, objets de valeurs) ont été prélevés des cadavres et exposés (Iglesias Ovejero, 2016 :125).

Ce ne sont donc pas uniquement les exécutions qui ont paralysé la verbalisation mais l'acharnement qui a été systématiquement appliqué aux familles des victimes et les multiples humiliations qui les accompagnaient. Les menaces de mort sur les familles et les témoins sont récurrentes dans les nombreux témoignages collectés par Iglesias Ovejero (2016 :117). Les commerçant·e·s, désigné·e·s comme sympathisant·e·s républicain·e·s, voyaient par exemple leurs magasins pillés par les phalangistes et la clientèle se détourner d'eux·elles. Les familles, dont les hommes dits « portés disparus », étaient soumises régulièrement à des incursions violentes à domicile. Et comme l'a souligné un jeune présent à l'hommage, c'est la probité des disparus qui était mise en cause, leur dénigrement systématique, organisé, les plaçait au ban, aux marges de la petite communauté villageoise, qui se détourne prudemment des familles incriminées, de peur de s'y trouver associée. Cette mise au ban est organisée dans toutes les dimensions sociales collectives, de l'école à l'église, en passant évidemment par toutes les institutions publiques. On peut postuler que la honte de ceux et celles

qui se sont massivement résignés à se ranger du côté du plus fort a contribué à cette volonté collective d'effacement de l'histoire.

Ces explications, données par les survivant·e·s, les descendant·e·s, donnent un éclaircissement mais également une légitimation au silence érigé comme règle. Silence qui fait pendant au système de violence institué et incorporé bien au-delà du moment. Elles témoignent de ce qui aujourd'hui peut apparaître comme incompréhensible, mais Cayuela Sánchez dépeint le rôle de la peur et de la violence généralisée dans le système franquiste :

> « Il est cependant indiscutable que le régime de Franco a tenté — et même réussi — d'étendre ses principes idéologiques à tous les domaines de la vie humaine, surtout si nous entendons — comme nous avons tenté de le montrer — que de tels principes étaient l'apathie, la démobilisation politique et l'acceptation des circonstances et des *hiérarchies naturelles*. D'autre part, en ce qui concerne cette « violence faite norme », il se trouve que la société espagnole fut celle qui dû supporter le plus de répression comparativement aux autres pays d'Europe occidentale en temps de paix : mille fusillés espagnols pour chacune des victimes italiennes du fascisme et trente Espagnols dans des camps de concentration pour chaque prisonnier allemand dans les mêmes conditions. » (Cayuela Sánchez, 2014 : 313-314)[19]

Pour Silvia[20] — l'une des interlocutrices — comme pour d'autres, le silence de la famille n'est pas irrévocable. Il peut être dépassé, même s'il n'est pas partagé par ses frères et sœurs. C'est comme si une disparité mémorielle se glissait également au sein des générations, certain·e·s reprenant à leur compte, une quête que les autres trouvent vaine. De toutes les histoires de « disparus » qui m'ont été rapportées, aucune ne fait consensus familial pour être exposée. C'est toujours la volonté, l'acharnement d'une ou deux personnes qui en font leur combat personnel qui les révèlent.

Autour du silence

Les personnes émettent des hypothèses variées — mais pas forcément antinomiques — sur les raisons du silence, ce dernier en revanche, procède d'une certaine unanimité. Qu'il soit déploré, entretenu ou seulement observé, le silence n'est jamais contesté. Il entre de plain-pied avec la discussion historique. Qu'il soit le fait du pouvoir institutionnel, afin de ne pas mettre en cause des acteur·rice·s politiques actuel·le·s, successeur·e·s du régime précédent ou des particuliers, c'est une forme de culture du silence qui s'éprouve dans le temps.

L'une des raisons évoquées pour certaines personnes est de ne pas évoquer son opinion en public afin de ne pas froisser et voir disparaître sa clientèle ou des contrats potentiels. Ainsi les commerçant·e·s se sentiraient tenu·e·s à une réserve toute commerciale — les cafés sont évoqués comme lieu où les propriétaires doivent se tenir à l'écart des débats. On cite notamment des lieux où les personnes, bien que familières de certain·e·s disparu·e·s, ne veulent pas en faire mention ou participer à des commémorations publiques.

19 Traduit par l'autrice. La version originale est en espagnol.

20 Les prénoms ont été changés. Je tiens à remercier les personnes de la confiance accordée en me livrant leurs propos et de leur patience à ce qu'ils soient restitués dans une publication.

S'il est facile de mettre dos à dos les partisan·e·s du silence et ceux et celles de la parole comme partition politique évidente, ce serait une erreur de s'y cantonner, car les variations de points de vue et de motivations à ce sujet sont très larges et s'enracinent dans une longue pratique.

> « Contrairement aux apparences, la dualité du régime mémoriel en Espagne ne repose pas tant sur le jeu renouvelé des partisans d'une mémoire néo-franquiste contre les tenants d'une mémoire néo-républicaine que sur un autre antagonisme invisible : une mémoire historique de la guerre et du franquisme sanctuarisée face à des mémoires sociales en régime hypermnésique. Mais, depuis la fin des années 1990, la démocratisation des expressions de la mémoire collective a profondément déstabilisé cette alternative » (Michonneau, 2016 : 71).

Chacune des seize personnes interrogées de manière formelle[21] signale le silence et la peur de parler comme mécanisme profondément ancré dans chaque foyer. Certain·e·s se souviennent de voisin·e·s, de membres de la famille, d'ami·e·s très proches qui soudain n'ont plus été fréquenté·e·s et dont on taisait même les noms, pour les retrouver avec étonnement longtemps après.

« *Dans toutes les familles, il y a encore... il y a, il y a un tabou qui consiste à ne pas dire exactement ce qui s'est réellement passé. "Il n'y a pas de fumée sans feu" est un dicton qui était régulièrement employé* », regrette l'une des interlocutrices. Cette défiance qui perdure est compréhensible quand on admet qu'un certain nombre d'exactions avaient également pour objet des représailles issues de rivalités connues (économiques, familiales, de voisinage, etc.) et qui reposaient parfois très facilement sur la délation pour des faits politiques ou de braconnage[22]. De plus, au sein d'une même famille, les opinions pouvaient diverger et la peur d'être dénoncée (certaines portes étaient marquées d'une croix la nuit, engendrant des terreurs pathologiques) enjoignait au silence et au contrôle de toute parole.

Cette angoisse s'enracine dans tous échanges sociaux, même universitaires, et plusieurs interlocutrices et interlocuteurs évoquent des faits précis, démontrant la peur d'être découvert·e·s ou trahi·e·s par des paroles jusqu'à la fin des années 1970. Elle franchit les frontières et alors que la parole pouvait se libérer dans un nouveau contexte, celle de la plupart des migrant·e·s non républicain·e·s se fige dans un silence douloureux et impérieux.

L'autre silence prégnant est celui des femmes qui ont été des victimes sommées d'avoir honte des atrocités qu'on leur a infligées (Iglesias Ovejero, 2016) et dont on efface l'histoire. Elles apparaissent très peu comme victimes à part entière (aucun nom féminin sur le monolithe du village par exemple), mais la pression

21 C'est-à-dire avec un rendez-vous et un enregistrement sonore des échanges (beaucoup d'autres l'ont été de manière informelle).

22 « Les phalangistes, les carlistes et membres de la CEDA créent une garde civique : ces unités paramilitaires se livrent à une répression pratiquement incontrôlée qui ouvre la voie aux vengeances personnelles et à la criminalité pure » (Preston, 216 : 283). Voir le chapitre « La terreur de Mola » concernant la région de Salamanque.

exercée sur elles et leurs familles était quotidienne. Presque aucun récit direct[23] ne m'a été fait à ce sujet, alors qu'il est maintenant incontestable de poser que les violences sexuelles étaient systématiques envers les républicaines et très ordinaires pour les autres villageoises. On peut supposer que c'est encore l'effroi de cette honte qui paralyse aujourd'hui les langues et les écrits à ce sujet : « Un élément essentiel mais sous-estimé de la répression menée par les rebelles échappe à l'analyse statistique : la persécution systématique des femmes » (Preston, 2016 : 20). C'est d'ailleurs ce qui est souligné dans l'un des rapports de l'ONU[24].

Mobilités et négociations : les lieux de reconfiguration du souvenir

« *Je me souviens que lorsque je suis arrivé en France, à dix-sept ans, j'étais avec les réfugiés* », dit Claudio qui comme un autre interlocuteur découvre l'histoire de son pays par le biais d'autres migrant·e·s donnant du sens à ce qui était précédemment occulté. La migration semble une dimension importante dans la manière de se souvenir. Ainsi l'éloignement confronte directement à d'autres modèles d'organisation politique et sociale, il décale le point de vue comme le discours. Une certaine parole —surtout des plus jeunes — est rendue possible par un environnement différent — souvent urbain — et d'autres modalités d'accès aux informations et aux opinions. Pour rappel, la censure et la propagande étaient très prégnantes dans les relations sociales villageoises. Au village, l'importance de la religion comme gouvernement de la pensée et de l'école, qui s'appuyaient conjointement sur un catéchisme à la fois religieux et d'État exerçait alors une forme de police idéologique qu'il n'était pas toujours aisé de dépasser. L'importance du regard des voisin·e·s — à la bienveillance incertaine — renforçait cette dimension de contrôle et d'autocensure. C'est ce qu'évoque très clairement l'historien Hernández Burgos (2015 : 205) :

> « Le fait de critiquer publiquement une décision des autorités du régime, de se moquer du chef de l'État ou de se plaindre de la situation économique constituant un acte risqué dans des espaces limités, où tout le monde se connaissait. Leopoldo Santamaría Gómez, habitant du petit village de Cabrerizos (province de Salamanque), fut dénoncé par son voisin Florencio García parce qu'il avait dit en pleine rue que "*si l'on mangeait du pain noir*", c'était parce que les autorités locales "*en avaient décidé ainsi*", et que "*les bénéfices du boulanger étaient répartis entre tous les membres de la municipalité*" (AHPS, Gobierno civil, 188/3, 9 juillet 1940). […] Toutefois, bien souvent, il n'était pas même nécessaire que les citoyens aient commis des « imprudences » pour qu'on leur cherche des ennuis. Il suffisait que les autorités se montrent réceptives aux accusations de ceux qui formaient les "groupes punitifs". »

23 Des évocations, « on m'a dit que », « on savait », etc. émaillent cependant certains propos, sans qu'il soit possible de vérifier les sources et les faits (viols systématiques de la part des phalangistes de deux femmes célibataires du café par exemple).

24 « El Relator Especial nota con especial preocupación el impacto de las violaciones contra las mujeres, sean ellas víctimas directas o indirectas, y la poca atención que generalmente le prestan las medidas de reparación actuales ». Cf. ONU (2014) *Rapport du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, Additif Mission en Espagne*, A/HRC/27/49/Add.1, p. 18, [en ligne]. URL : https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G14/072/73/PDF/G1407273.pdf

L'imprégnation et l'incorporation du régime totalitaire pour des familles alors démunies économiquement — on évoque la famine à de multiples reprises — et sans moyens d'accès à d'autres canaux d'information semblent massives ; rendant très marginales et dangereuses les manifestations d'un esprit critique. Certain·e·s disent s'être rendu compte de la situation vécue en Espagne, sur cet aspect, seulement une fois installé·e·s en France.

A contrario, les vagues précédentes de migrant·e·s réfugié·e·s de la fin des années 1930, étaient très impliqué·e·s et au fait de l'actualité politique. Ils et elles ont paradoxalement accueilli et épaulé les vagues suivantes dans certaines régions, alors même que ces nouveaux·elles candidat·e·s à la mobilité concernaient souvent des personnes ayant sinon approuvé en tout cas supporté le régime franquiste[25].

L'expérience — parfois douloureuse — de la migration rapproche, opère des alliances souvent impossibles dans le pays d'origine et crée un nouveau système de coopération, basé non plus sur une division politique mais sur une partition géographique et linguistique. Cette proximité a notamment permis d'opérer chez certain·e·s un changement de positionnement sur le régime franquiste.

L'une des causes des migrations à partir des années 1950 est la difficulté économique[26] dans laquelle sont plongé·e·s nombre de villageois·es. Il est alors question de pourvoir à des besoins de base, comme une alimentation variée suffisante. « *Ce que je sais c'est qu'ils sont partis à cause de Franco : il n'y avait pas de travail ici* », affirme une fille de migrant·e·s. L'expérience de la migration reconfigure les anciens conflits et il est unanimement fait grief au régime de son modèle économique. La misère devient une bannière qui lisse les différences et rapproche dans l'adversité. Tou·te·s déclarent que la migration n'avait pas été choisie et que le désir de revenir hantait les familles (bon nombre ont d'ailleurs fait des allers-retours entre la France et l'Espagne, segmentant les parcours professionnels, de formation et de lieux de vie par ces différentes tentatives).

La misère et la faim apparaissent comme les premiers motifs d'oppositions possibles. Cependant, ils sont énoncés comme ne relevant pas expressément du politique et plutôt facteurs d'intercompréhension. En revanche, la migration revient à de multiples reprises comme lieu et conséquence d'une pratique du politique. Ainsi c'est par le déplacement que les populations confrontent et observent des modèles sociaux divergents.

En Castilla y León, la mobilité n'est pas une pratique nouvelle et des villageois·es ont déjà franchi les frontières de leur pays dans un système de va-et-vient dont

25 Trois interviewés relatent clairement cet accueil, qui pourrait apparaitre comme paradoxal. Deux autres y font allusion.

26 « Déjà présents dans l'entre-deux-guerres, puis suite à l'exil républicain de 1939, les Espagnols sont arrivés en masse entre 1959 et 1970. À partir de 1974-1975, on a compté beaucoup de retours consécutifs à la crise économique en France et à la transition démocratique en Espagne ; 84 % de ceux restés en France y vivent depuis plus de quarante ans et ont majoritairement dépassé soixante ans. […] Les femmes sont désormais majoritaires en raison de leur taux de mortalité moindre […]. La moitié des primo arrivants italiens et espagnols sont devenus français par mariage ou par naturalisation. […] En France, en 2010, près de 65 % des 6 millions de descendants d'immigrés — soit toute personne née en France ayant au moins un parent immigré, selon l'Ined et l'Insee — sont issus des anciens flux migratoires européens (44 % d'Europe du Sud) » (Lillo, 2014).

leurs descendant·e·s supposent qu'il était surtout motivé par des facteurs économiques.

D'ailleurs, certain·e·s des leaders républicain·e·s régionaux·ales avaient, par leur propre expérience de migration[27], tenté à leur retour d'organiser un syndicat localement. C'est par l'observation de conditions de travail très différentes, notamment en France, que des revendications salariales issues de ces modèles extérieurs vont émerger. C'est dans l'expérience migratoire que les principaux contestataires au régime franquiste au début de la guerre d'Espagne dans la région auraient puisé leurs revendications sociales. Migrant·e·s retourné·e·s au pays, réfractaires à l'ordre imposé et au déni de la démocratie espagnole, ils·elles ont été en première ligne de la répression.

La loi sur la mémoire historique de 2007[28] fait explicitement référence aux migrations forcées par le franquisme. La possibilité laissée à partir de 2008 (pour une période de quatre ans) pour les réfugié·e·s et leurs descendant·e·s de « récupérer » la nationalité espagnole et les droits qui y sont liés (comme le vote) admet que l'une des formes de violences subies a été l'exil et la désappropriation. C'est l'une des voies légales de récupération d'un préjudice. La loi acte ainsi également de la nécessité de réappropriation mnésique des migrant·e·s et de leurs descendant·e·s. Ils et elles deviennent officiellement d'ici et de là-bas s'ils ou elles en font la démarche. La mémoire traverse donc les frontières et s'historicise également dans la transculturalité.

Les âges du souvenir (2)

Ce sont parfois les enfants de migrant·e·s qui renseignent les parents sur ces pans du passé. L'école, les milieux militants amènent pour celles et ceux qui y accèdent et s'y impliquent une connaissance des événements et mécanismes politiques que ne possèdent pas leurs parents. Un témoin explique que c'est notamment lui qui a indiqué à son père, nombre de méfaits du franquisme et d'actes ou de positionnements républicains, qui ont, après plusieurs années, amené ce dernier à réviser complètement son jugement. Ce père a dû se réapproprier le sens de ses propres souvenirs, les mettre en regard, en question avec ce qui lui avait été inculqué, sermonné au mépris de ce que lui-même avait pu éprouver ou observer (Cf. Photographie 4). Il faut donc renégocier l'histoire espagnole en famille, ce qui n'est pas sans provoquer quelques tensions. Cette dimension est importante, car elle permet d'affirmer que la mémoire n'est pas réservée aux plus âgé·e·s, qu'elle est une construction collective et intergénérationnelle et que la migration est un facteur de reconfiguration majeur.

27 « L'immigration des Espagnols vers la France existe depuis la fin du XIXe siècle, surtout dans les régions frontalières […]. Dans les années 1920, la présence espagnole augmenta régulièrement via le système des réseaux migratoires. À partir de 1921, ils constituèrent la troisième nationalité étrangère en France. […] En 1931 : face au chômage et à la xénophobie croissante, de nombreux immigrés décidèrent de repartir, confiants dans les promesses de la République » (Lillo, 2019).

28 Loi (52/2007) portant sur la reconnaissance et l'extension des droits et de rétablissement des moyens en faveur de ceux qui ont souffert de persécution ou de violence durant la guerre civile et la dictature, adoptée en 2007 sous le gouvernement dont José Luis Rodriguez Zapatero était président.

Seules les familles dont un parent était réfugié politique ou avait dû subir directement la répression avaient un discours sur le régime (bien évidemment hostile) et étaient au courant de l'histoire familiale à ce sujet. Mémoire qui se perpétue aux petits enfants et dernières générations. Dans ce cas-là, on pourrait dire que la mémoire se déploie de manière traditionnellement descendante, même si elle est fragmentaire et elliptique.

Pour d'autres enfants issus des migrations — la plupart de ceux et celles rencontré·e·s — il n'y a pas eu de réel échange et ce n'est pas un sujet qu'ils·elles évoquent avec leurs propres enfants. Ils en ont entendu parler en France, lors des cours d'espagnol (ils·elles ne se souviennent pas l'avoir appris dans les cours d'histoire). Ce n'était pas un sujet de discussion familiale, ils et elles disent ignorer jusqu'alors le « camp » du père ou grand-père concerné. Des couples issus des différentes mésalliances se forment, ignorant tout de cette généalogie, jusqu'à ce que des ancien·ne·s daignent distiller des précisions aux allusions vagues et longtemps incomprises. Comme un secret de famille lorsqu'il est dévoilé, on reconstitue alors tous les indices qui paraissaient jusque-là obscurs et qui prennent soudain sens. Les femmes sont peu évoquées, voire absentes des discours de positionnement politique. Elles sont décrites comme paraissant suivre et subir les conséquences des décisions des hommes de la famille et manifester de la peur lorsque leur mari évoquait en public une critique du régime, quand bien même cette opinion est partagée (une seule occurrence).

« *Moi tu sais, je ne suis pas très culturel* ». L'absence de discussion sur le franquisme est expliquée par certains enfants et petits-enfants comme une conséquence du peu d'éducation formelle reçue de la part des parents. Nombreuses et nombreux étaient peu, voire non lettré·e·s et la plupart avaient eu des cycles de formation initiale très courts. Cette explication est celle donnée par leurs enfants pour n'avoir pas eu de discussion politique à la maison. L'échange d'informations ou d'opinions politiques semble lié, pour ceux et celles qui n'en avaient pas l'usage, à une pratique intellectuelle, se rapportant au niveau d'instruction scolaire. Les récits détaillés de l'école comme pratique de contrôle social — ou le peu de contenu scolaire à l'école du village — sont en revanche très présents dans la transmission familiale. Celles et ceux qui ont été scolarisé·e·s lors du franquisme demeurent très marqué·e·s par ce système qui n'ignorait pas l'incompétence des maîtres mis en place[29], le nombre d'élèves qui rendait impossible l'apprentissage, la désertion en période de travaux agricoles et le programme avant tout religieux de l'instruction après le chant nationaliste obligatoire « *Cara al sol* ». La seule possibilité d'accéder à un niveau supérieur d'éducation était l'école confessionnelle, qui ne déployait bien entendu aucun esprit critique des élèves.

Ce clivage étonnant entre pratique de la controverse politique dans la sphère privée et niveau d'enseignement pourrait laisser supposer que les personnes — qui n'avaient jamais été autorisées à penser par elles-mêmes dans le système scolaire — appréhendaient à le faire par la suite, au sein de la cellule familiale même éloignées du contexte initial de répression. Il est impossible de conjec-

29 Les maîtres d'école, « los maestros de la República », ont été les premiers frappés par la répression, souvent fusillés et systématiquement remplacés par des partisan·e·s au régime, quelque ait été leur niveau d'instruction.

turer plus avant sur les traces d'une instruction publique qui déniait tout esprit critique à ses élèves et celle d'une censure sociale incorporée. Cependant le lien causal tissé entre école et discussion politique privée, laisse grande ouverte la réflexion sur la portée politique de tout enseignement.

Photographie 4 : Route inondée et interceptée par le nouveau barrage



Légende : Le barrage noie peu à peu d'anciens lieux d'activités villageoises, effaçant les traces encore visibles du passé. Une route mémorielle inaccessible ?
Crédit : D. Leroy, Las Mayas, barrage 1, 2016.

Écritures de l'histoire : au moins 114 266 cas de « disparitions forcées »

Aujourd'hui, même pour des interlocutrices et interlocuteurs qui résident en Espagne, le silence, voire le vide complet, qui entoure cette période dans les manuels scolaires espagnols apparaît stupéfiant. Le nombre de « disparitions forcées[30] » établies et celles supposées vient bouleverser la certitude d'un

30 On dénomme « disparition forcée », l'assassinat ou la séquestration de personnes par une organisation ou un État qui nie avoir connaissance de quoi que ce soit concernant ces personnes. Aucun certificat de décès, ni information relative au lieu d'exhumation n'est donc délivré aux familles. Depuis 2002 la cour pénale internationale reconnaît la disparition forcée comme crime contre l'humanité. L'Espagne serait le deuxième pays au monde (après le Cambodge) à comptabiliser le plus de disparitions forcées. Déclaration de l'association des juges pour la démocratie en 2013, suite au rapport de l'ONU, repris en 2018 par l'une de ses membres, le juge Dolores Delgado alors ministre de la Justice (Junquera, 2018).

apprentissage sérieux des cours d'histoire dispensés depuis plus de quatre-vingt ans en Espagne. Ils réclament « *una historia bien contada* » (une histoire bien racontée). Cette stratégie amémorielle vise à enlever les traces tangibles d'un passé conflictuel et à imposer un seul point de vue légitime.

> « Les ruses de l'oubli sont encore faciles à démasquer au plan où les institutions de l'oubli, dont l'amnistie constitue le paradigme, donnent force aux abus de l'oubli qui font pendant aux abus de la mémoire. » (Ricœur, 2000 : 650)

Comme le souligne Ricœur, pour l'Espagne contemporaine, ce silence s'appuie institutionnellement sur la loi d'amnistie de 1977. En effet, à l'instar de la paix civique d'Athènes qui reposait constitutionnellement sur le décret de « ne pas rappeler les maux[31] » ; en octobre 1977, la loi d'amnistie en Espagne va encore plus loin puisqu'elle énonce dans son article 2f que sont également concernés par l'amnistie « les délits commis par des fonctionnaires et agents de l'ordre public contrevenant à l'exercice des droits des personnes[32] ». Ainsi, toute violation de droits humains par des actes commis avant le 15 décembre 1976 par des membres affiliés au régime devient non condamnable. Toute quête de réparation légale devient ainsi vaine. Le fait historique est ainsi relayé aux mémoires familiales ou aux quêtes militantes.

Depuis octobre 2008, Amnesty International, après de multiples tentatives, a obtenu du gouvernement l'obligation d'enquête sur les crimes du passé et la garantie du droit des victimes de disparition forcée durant la guerre et le franquisme. Cependant, aucun appui financier ne vient relayer cette loi, rendant son application des plus difficiles. Des aides régionales en fonction de la couleur politique viennent ou pas, en appui des associations ou des familles.

La juriste Montserrat (2008), ex-fonctionnaire des Nations unies, membre de l'association ARMH[33] explique que des milliers de corps anonymes sans sépultures jonchent le sol espagnol, sans qu'il y ait été fait mention auparavant. Le silence sur l'horreur de cette guerre a continué à peser dans le quotidien de la transition à la démocratie (1976-1978).

« On sait que la pratique des "disparitions" (sous les modalités particulières qu'elle a prises en Espagne) s'est prolongée au moins jusqu'en 1948. On sait aussi que l'instruction ouverte par le juge Baltasar Garzón le 16 octobre 2008 portait sur les disparitions de 114 266 personnes » (García Castro, 2008). À l'ONU, le groupe de travail sur les disparitions forcées[34] ne fait pas mention dans ses rapports annuels de ces nombreuses personnes à retrouver durant la période

31 Décret promulgué à Athènes en 403 avant J.-C., rapporté par Aristote (Loraux, 1997).

32 Artículo 2.f que quedan incluidos en la amnistía «los delitos cometidos por funcionarios y agentes del orden público contra el ejercicio de los derechos de las personas».

33 ARMH : Asociación para la recuperación de la memoria histórica (Association pour la récupération de la mémoire historique), est une association espagnole créée en 2000 qui a vocation de rétablir à partir de témoignages oraux et écrits des faits sur les nombreux disparus victimes du franquisme, d'effectuer des fouilles archéologiques pour identifier leurs corps, les exhumer pour notamment pouvoir les rendre aux familles (URL : http://memoriahistorica.org.es/).

34 Le GTDFI (Working Group on Enforced or Involuntary Disappearances) publie toutes ses statistiques dans ses rapports annuels accessibles en ligne (URL : https://www.ohchr.org/FR/Issues/Disappearances/Pages/DisappearancesIndex.aspx).

du franquisme[35]. En revanche, une visite de ce groupe[36] a été dépêchée en 2013 suite à l'éviction du juge Baltasar Garzón, en s'appuyant sur ses chiffres[37] et recommandant une action urgente avec des moyens conséquents (tests ADN, etc.) pour retrouver les victimes et engager des réparations.

Les manuels scolaires actuels et passés ne parlent ni de ces « disparu·e·s » comptabilisé·e·s (ce qui interroge sur le nombre réel de personnes enfouies), ni des milliers de fusillé·e·s, ni des dizaines de camps de prisonnier·ère·s politiques, mais insistent seulement sur les aspects militaires des grandes batailles. Ce vide au niveau des manuels scolaires et de l'histoire est relayé par nombre de nos interlocuteur·trice·s français·e·s et espagnol·e·s. L'histoire, quand elle a été transmise, l'est sous forme de lourde légende, qu'il faut conserver secrète. Ainsi, j'ai le souvenir précis de discussions à ce sujet avec des adolescent·e·s de mon âge à la fin des années 1980. Ils disaient que des gens étaient enterrés à l'entrée du village, non loin de l'actuel monolithe, et que les mort·e·s de « notre » village étaient dissimulé·e·s dans d'autres lieux environnants et que tout le monde le savait.

Photographie 5 : Exhumations : « chercher, c'est espérer retrouver »



Légende : Le titre est tiré de l'expression de Ricœur (2000 : 563) qui a écrit : « C'est peut-être là la vérité profonde de l'anamnesis grecque : chercher c'est espérer retrouver. Et retrouver, c'est reconnaître ce qu'on a une fois — antérieurement — appris ».
Crédit : ARMH, Boadilla 1, 2018.

35 Excepté un cas en 2006 et un autre en 2011, les autres disparations (neuf au total) ne semblent pas liées, ni au vol des bébés dans les maternités, ni aux exécutions dont on a caché les cadavres.

36 Voir le rapport (URL : https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G14/072/73/PDF/G1407273.pdf).

37 Le chiffre de 2 382 fosses est aussi avancé.

La plupart de ces exécutions sommaires n'ont pas eu lieu en public. Parfois, les seuls témoins sont des conducteurs des véhicules réquisitionnés ou des témoins involontaires. Certains corps étaient soustraits à la vue, enterrés loin des habitations des victimes, rendant même leurs morts incertaines. L'une des tactiques pour semer le trouble sur ces faits, c'était de faire courir le bruit que l'on avait aperçu telle personne « disparue » au Portugal tout proche. Ainsi, si la disparition était avérée, l'assassinat relevait d'un postulat et il était facile de faire croire que certain·e·s avaient préféré la fuite, dans un climat de terreur généralisée.

L'écriture de l'histoire et son déploiement semblent alors relever d'une importance majeure, tant pour les familles de victimes, enfin réhabilitées, que pour les générations actuelles, nées dans le trouble et la confusion mnésique.

Enjeux : exhumations

Jeudi 16 août 2018 dans une localité voisine à plus de soixante kilomètres du village où j'ai enquêté, l'association ARMH a enfin obtenu l'autorisation de creuser une partie bien délimitée dans l'enceinte actuelle du cimetière. Des entraves évidentes de la bureaucratie locale ont lourdement menacé puis retardé à plusieurs reprises l'autorisation légale. La famille qui a demandé les fouilles — et a obtenu l'autorisation de celles des autres supposés être avec leur défunt — a dû réellement s'armer de courage et de ténacité pour aller jusqu'au bout de la procédure. C'est elle qui a contacté l'association pour procéder à l'exhumation : aucune structure étatique ne s'y employant et ne finançant ces recherches lourdes en temps et en dispositifs pluridisciplinaires (concordances de témoignages, fouilles archéologiques, recherches ADN, etc.).

On cherche les dépouilles de quatre « disparus » de 1936. Un dossier m'est remis le premier jour de fouilles. Le lendemain, d'autres informations me parviennent plus directement. Je suis invitée à y aller.

Il fait chaud, une lumière jaune traverse cette petite localité isolée, quelques voitures sont garées devant le petit cimetière. Une toile a été dressée au fond, protégeant un large rectangle où quelques personnes, toutes bénévoles, s'affairent à transporter, trier et ôter la terre de manière minutieuse autour des ossements. D'autres regardent (Cf. Photographie 5). J'observe. Je salue gênée. Je sais que trois corps ont été retrouvés, un quatrième devrait l'être prochainement. Un sentiment de soulagement accompagne cette découverte macabre : ils sont bien là où on pensait qu'ils reposaient, la quête n'aura pas été vaine. Un os se dresse au milieu de l'alignement horizontal, il semble ne pas vouloir se reposer tranquillement et illustrer jusqu'au bout le chaos qui l'a projeté dans cette terre. On évoque le déplacement de corps, qui expliquerait cette position incongrue, des bébés enfouis également, certainement décédés avant d'avoir pu être baptisés. Cette fosse retrace à elle seule, la misère existentielle du moment.

Des membres de deux familles de « disparu·e·s » sont présents, des habitant·e·s passent, observent, témoignent leur sympathie et leur peine à la famille, un vieux monsieur vient saluer, il se souvient… Il emmène les personnes sur les lieux de l'exécution et raconte en détail cette journée, où l'événement a ébranlé la vie de son village.

Un camion et ensuite une voiture de miliciens sont passés dans la commune, ils contenaient quatre personnes dans le camion, trois dans la voiture. Les habitant·e·s les ont vus, et ont noté des détails précis de leurs vêtements (notamment les chaussures). Cette observation collective a été le fruit d'un hasard, les habitant·e·s étaient regroupé·e·s sur la voie principale en raison de l'enterrement d'une personne du village et presque tous y étaient. Les phalangistes ont demandé la direction d'une ferme. Ils étaient perdus, le camion n'est pas parvenu jusqu'à la ferme. Plus tard, des coups de feu ont retenti et la camionnette est repassée, terrorisant les villageois·es. Le lendemain matin, un jeune garçon de sept ans — très choqué — a découvert quatre corps inconnus au bord d'un champ. Le maire de l'époque les a fait enterrer dans la partie non consacrée du cimetière. Le silence a ensuite régné durant des années. La famille de l'un des « disparus » a entrepris une enquête sur la base de témoignages et a fait apposer une plaque à l'emplacement supposé des corps en 2014. À partir de ce moment-là, les langues se sont déliées, autorisant l'évocation publique de cette mémoire pourtant collective.

Aujourd'hui, l'exhumation permettra aux familles de donner la sépulture souhaitée à leurs défunts mais également de mettre à jour et de visibiliser une histoire collective ensevelie.

Photographie 6 : Exhumations : déterrer et visibiliser l'histoire collective



Crédit : ARMH, Boadilla 2, 2018.

Les déclencheurs de récits : « le plus souvent si je me souviens, c'est que les autres m'incitent à me souvenir » (Halbwachs, 1994 : VI)

Pour l'une des personnes interrogées, les travaux d'Iglesias Ovejero et sa sollicitation à évoquer le passé familial ont été les éléments déclencheurs de quête mémorielle, même s'il lui a fallu du temps pour s'autoriser à évoquer ce que sa famille voulait taire. Pour une autre, les récits familiaux l'incitent à enquêter et à collecter des récits, à s'engager collectivement dans une quête mémorielle, qui si elle se fonde sur la volonté de récupérer la dépouille d'un ancêtre trouve une résonance sociale et politique (Cf. Photographie 6). D'autres encore de loin, ne souhaitent pas s'impliquer outre mesure, délèguent l'action mais archivent, renseignent, se nourrissent des nouveaux éléments mis à jour. Bien sûr il y a aussi tous ceux et toutes celles qui refusent, s'offusquent mais en même temps actualisent ce débat par leur opposition manifeste au souvenir.

Pour le vieux monsieur du village de l'exhumation, la plaque apposée dans le village a délié les langues qui jusque-là étaient soigneusement englouties et maintenues par une défiance collective. La collecte de récits sur place, la confrontation avec des archives puis l'apposition officielle de la plaque ont permis la circulation des récits. On peut alors parler publiquement de ce qui était précédemment tu et pourtant su. Ces démarches longues et sinueuses fonctionnent alors comme un cercle vertueux de la mémoire, qu'une parole enfin libérée autorise. Les traces de la commémoration fonctionnent comme des déclencheurs de paroles ; elles ouvrent la voie aux récits multiples et tracent le sillon d'une nouvelle histoire collective, antérieurement indicible. L'exhumation n'est pas seulement dans la matérialité des corps ensevelis mais bien également dans cette histoire de l'oppression qui peu à peu ose s'extraire des fosses où elle se terrait.

Les difficultés ubuesques rencontrées par les descendant·e·s pour mettre à jour les fosses et permettre l'exhumation de familier·ère·s sont accablantes pour les institutions et les personnes en charge de les faire fonctionner[38]. La loi sur la mémoire historique[39] si elle a permis de reconnaître légalement et publiquement les persécutions commises durant le franquisme, connait des applications variables selon les régions et leur couleur politique (Cf. Photographie 7). En effet, les débats autour de la rédaction de la loi ont été virulents, des membres du parti populaire argumentant sur la volonté de ne pas réanimer de vieilles plaies. Les retards et les entraves multiples qui ont jalonné le parcours de cette exhumation sont explicitement le signe d'un désengagement institutionnel alors même que la loi a été promulguée en ce sens. L'absence de crédits nationaux alloués à son application laisse les politiques régionales légiférer en la matière (aucun crédit pour la région de Castilla y Léon en l'occurrence) et renvoie aux

38 Alors que la loi de 2006 stipule « Article 11. Collaboration des administrations publiques avec les particuliers en vue de la localisation et de l'identification des victimes. Dans le cadre de leurs compétences, les administrations publiques faciliteront aux descendants directs des victimes le sollicitant ainsi, la mise en œuvre d'opérations de fouilles, de localisation et d'identification des personnes victimes de disparitions forcées pendant la guerre civile ou la répression politique qui s'ensuivit, et dont le lieu d'exhumation demeure inconnu. » (Iriarte, 2011).

39 Loi (52/2007). Cf. note de bas de page supra.

familles toute la charge de l'organisation. On pourrait alors penser que l'exhumation des disparu·e·s, ne relève pas du fait historique collectif mais de l'histoire familiale particulière et de la volonté des intimes de la retracer ou non. Or, plus que jamais il semble essentiel de rappeler que l'histoire individuelle renvoie et renseigne sur le collectif (Coulon et Le Grand, 2000). Que le particulier éclaire le général par force de détails qui nous relient (Ferrarotti, 1990). C'est tout l'enjeu des histoires et des récits de vie, qui, et ce n'est pas un hasard, ont été le ciment de ces exhumations.

Photographie 7 : Muret abandonné sur le site du nouveau barrage



Légende : « J*e paye pour fleurir la tombe de Franco et l'État ne m'aide pas à retrouver mon grand-père* » (extrait d'entretien). Alors même que certains faits historiques ont été mis à jour et dénoncés, la reconstruction est lente, incertaine et défaillante à l'image de ce muret qui s'effrite peu à peu et est menacé d'engloutissement.
Crédit : D. Leroy, Las Mayas, barrage 2, 2016.

Voies de réappropriations des voix

La véracité — dans la mesure de son existence factuelle — semble absente des traces écrites passées et contemporaines des faits. Si des archives sur les méfaits de la répression franquiste, réalisées par leurs instigateur·rice·s ont

existé, et elles paraissent l'avoir été[40], seuls des fragments permettent de reconstituer une histoire lacunaire.

De nombreux ouvrages sont aujourd'hui consacrés à ce sujet, sans pour autant combler tous les manques. Peut-on parler de guerre civile quand ce sont des militaires qui font sédition contre un gouvernement élu ? Est-ce que le terme de guerre fratricide ne met pas les deux camps sur le même plan ? Ce sont pourtant des termes employés, partagés et lus dans de nombreux écrits sur la période. Cependant, il ne s'agira pas ici de trancher et d'animer un débat sur des questions qui concernent spécifiquement les historien·ne·s et qui semble très ouvert :

> « Il devient évident que l'accord entre les spécialistes non seulement est loin, mais il est probable qu'il ne se produira jamais. Cela peut surprendre ceux qui croyaient qu'une recherche rigoureuse ferait disparaître les différences mais c'est oublier que les postures idéologiques initiales conditionnent les résultats de toute recherche. Encore plus dans un sujet comme la guerre civile, dans lequel il y a encore un public qui veut un récit justifiant ses actions, ou celles de ses parents et grands-parents. »[41] (Pérez Ledesma, 2006 :71)

Il n'est donc pas étonnant que la société civile (associations, particuliers) se soit emparée de ce sujet. C'est par la collecte de récits oraux, ayant nécessité un long travail d'approche que certains faits ont pu être mis à jour, comme l'emplacement précis de certaines fosses communes. Ainsi le projet *Todos los nombres*[42] diffuse par voie numérique et accessible au plus grand nombre, les résultats de ses recherches localisées au sud du pays. Il tente de recenser sur son territoire les disparu·e·s, partager les traces de leurs biographies intitulées « microbiographies » et localiser les lieux supposés de fosses communes à partir de la collecte de témoignages. L'association ARMH documente minutieusement chacune de ses fouilles, à l'aide de photos et de récits, comme une victoire sur l'oubli et affiche des éléments de la vie quotidienne des défunt·e·s (alliances, boucles d'oreille, etc.), comme autant de preuves d'une réalité qui ne doit rien ni au fantasme ni à la fable. Restituer ces histoires hélas ordinaires (dans l'horreur qu'elles transportent) et les partager avec le plus grand nombre de diverses manières (littérature, cinéma, etc.) apparaît comme un enjeu majeur pour certain·e·s interlocuteurs et interlocutrices afin de combler ces années de silence. Ce n'est certainement pas anodin, si dans des disciplines variées (linguistique, psychanalyse, anthropologie) des chercheur·e·s (Iglesias Ovejero, Moro ou Leroy) ayant un lien avec ce passé local et sans concertation préalable se sont saisi·e·s de cette approche très particulière. Donner voix et trace à celles et ceux que l'on a réduit·e·s au silence et dont on dénigre l'existence, trouve un écho contemporain frappant. Se saisir et restituer des récits ordinaires passés est donc une manière de s'ancrer dans une actualité et peut-être d'apprendre à se soigner collectivement de cette violence insoutenable. C'est

40 Ainsi dans les années 1950, pour produire un certificat, permettant aux femmes des « disparus » de se déclarer veuves, l'État a pu produire des documents rendant compte de faits précis concernant leurs époux (comme les lieux et dates de détention, d'exécution, etc.). Ces archives apparaissent inaccessibles actuellement, certains affirmant que leur destruction aurait été ordonnée.

41 Traduit par l'autrice. La version originale est en espagnol.

42 Littéralement « tous les noms » (URL : http://www.todoslosnombres.org/). Le 28/01/2020 elle affichait « La base de datos cuenta hoy con 105 140 personas, 904 microbiografías y 1 602 documentos ».

d'autant plus frappant pour les descendant·e·s de migrant·e·s, pour qui selon la clinicienne Aznar Berko (2020 : 226), « réinterroger l'histoire de l'exil familial c'est se retourner sur un passé avec lequel les exilés ont le plus souvent souhaité rompre et transgresser l'interdit de savoir posé aux descendants ». Elle plaide pourtant pour un « travail d'auto historisation » des descendant·e·s de migrant·e·s afin de déconstruire le « mythe originaire », ce qui serait « possible grâce au travail de liaison entre petite et grande histoires, permettant au sujet de sortir du leurre de l'autofondation héroïque, affranchi de toute dette à l'égard de l'altérité » (Aznar Berko, 2020 : 227). La personne ne serait plus alors subie et engluée dans un passé indéfini mais pourrait, par la réappropriation du sens du parcours migratoire familial, développer son pouvoir d'agir.

C'est d'ailleurs, dans un tout autre contexte (son père est Algérien), le cheminement qu'effectue Naïma, le personnage de *L'Art de perdre* de Zeniter (2017), qui tente de tisser les fils d'une histoire familiale lacunaire, mélange de longues ellipses et de vignettes édulcorées du pays quitté. Selon elle, « la fiction tout comme les recherches sont nécessaires, parce qu'elles sont tout ce qui reste pour combler les silences transmis entre les vignettes d'une génération à l'autre » (Zeniter, 2017 : 23).

Photographie 8 : « Le devoir de mémoire est le devoir des descendants » : alentours du village



Légende : Une fois les paroles ressurgies, les récits restitués, les personnes réhabilitées, il y aura peut-être la possibilité pour les descendant·e·s, ici ou là, de se sentir libres des héritages et des filiations et d'envisager le passé non plus comme une entrave mais comme un moyen de trouver la « brêche » (au sens d'Arendt, 1989) dans un présent qui ouvre à la liberté d'action.
Crédit : D. Leroy, Robleda 3, 2018.

Tout le monde sait, personne n'en parle

Alors que je m'étonnais du peu d'intérêt pour l'exhumation — qui me semblait à moi un événement majeur régional, sinon l'événement de l'été — je me suis aperçue que nombre de mes interlocuteurs et interlocutrices se disant peu intéressé·e·s par la mémoire étaient au fait de cette découverte par les journaux et la télévision. Quelques mois plus tard, le film documentaire déjà évoqué *El silencio de otros* bouleverse la diaspora et c'est parfois en famille que l'on va à la projection. Les voies sont donc diverses pour libérer les voix, mais pour aboutir elles entreprennent un travail qui s'apparente à une lutte ténue au long cours. Un chantier s'ouvre. Fouilles archéologiques de la mémoire, elles permettent d'apaiser le présent des vivant·e·s et peut-être de lui donner une autre direction. Le travail de mémoire relèverait alors d'un travail de deuil — des objets perdus de l'amour et de la haine — qui permettrait à l'échelle collective de ne pas entrer dans la sphère de la pulsion de répétition que la mélancolie suppose. Il en résulterait non pas ces oublis traumatiques, souvenirs-écrans et actes manqués — fondés sur la peur de s'exprimer pleinement — mais un travail de deuil réel qui en rendant hommage et dignité aux défunt·e·s, permettrait d'envisager un avenir moins trouble.

> « Le devoir de mémoire est le devoir des descendants, et il a deux aspects : le souvenir et la vigilance. La vigilance c'est l'actualisation du souvenir, l'effort pour l'imaginer dans le présent ce que pourrait ressembler au passé ou mieux (mais seuls les survivants le pourraient et ils sont chaque jour moins nombreux) pour se rappeler le passé comme un présent, y retourner pour y retrouver dans les banalités de la médiocrité ordinaire la forme hideuse de l'innommable. » (Augé, 2001 :134)

Augé nous invite ainsi à traverser l'effroi : plonger dans nos mémoires traumatiques, non pas pour raviver la haine et le ressentiment, mais comme échappatoire, un moyen d'envisager et d'exiger d'autres possibles à la lumière des atrocités révélées. Mettre à jour, nommer, rendre hommage, écrire, faire trace, des récits ordinaires de celles et ceux qui ont été pulvérisé·e·s, anéanti·e·s, parfois par leur entourage, restitue à tou·te·s une partie de la lumière ravie, même si elle peut brûler un peu les yeux après tant d'années d'obscurité.

Cet intérêt, alors qu'il est parfois tu publiquement, s'est manifesté de manière indéniable tout au long de l'enquête et même par la suite, avec des demandes réitérées d'envoi de l'article publié, toutes générations confondues. Il n'était pas question de contrôler ce qui allait être produit, mais de garder trace des échanges, de la volonté de donner voix et de contribuer au récit collectif.

Au contraire de l'oubli, qui fige, brouille et condamne parfois à une répétition aveugle, il s'agit avec la mémoire exposée de réinventer nos quotidiens ici et là-bas comme autant de possibles et de transformations (Cf. Photographie 8). Ne pas laisser sur le bas-côté de la migration, l'histoire qui a façonné son parcours, mais en prendre acte afin d'inventer un présent qui s'en détache volontairement. C'est assurément une posture existentielle, qui offre une direction affirmée et émancipée à nos chemins.

Références bibliographiques

Augé Marc (2001) *Les formes de l'oubli*, Paris, Payot Rivages.

Arendt Hannah (1989) *La crise de la culture*, Paris, Gallimard.

Aznar Berko Marina (2020) *L'exil en héritage, Les impensés de l'immigration*, Paris, L'Harmattan.

Bensa Alban (2016) Le dessous des mots, *Sensibilités*, 2, pp. 164-175.

Coulon Marie-Jo et Le Grand Jean-Louis (2000) *Histoires de vie collective et éducation populaire*, Paris, L'Harmattan.

Cyrulnik Boris (2003) Préface, in Marie-Rose Moro et Jacques Barou Dirs., *Les enfants de l'exil. Étude auprès des familles en demande d'asile dans les centres d'accueil*, Sonacotra et Unicef, [en ligne] consulté le 17/08/2021. URL : https://www.adoma.cdc-habitat.fr/userdata/c_bloc_file/0/212/61_fichier_etuexil-enfant-exil-2.pdf

Cayuela Sánchez Salvador (2014) *Por la grandeza de la patria, la biopolítica en la España de Franco (1939-1975)*, Madrid, Fondo de Cultura Económica de España.

Ferrarotti Franco (1990) *Histoire et histoires de vie, la méthode biographique dans les sciences sociales*, Paris, Méridiens-Klincksieck.

García Castro Antonia (2008) À propos des « disparus » de la guerre civile espagnole (suite), *Cultures &* Conflits,72, pp. 121-133.

Halbwachs Maurice (1994 [1925]) Avant-propos de Gérard Namer, in Maurice Halbwachs, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Albin Michel, pp. V-VI.

Hernández Burgos Claudio (2015) Les dynamiques locales et quotidiennes de la répression franquiste (1936-1950), *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 127 (3), pp. 196-209.

Honneth Axel (2000 [1992]) *La lutte pour la reconnaissance (Kampf um Anerkennung)*, Paris, Éditions du Cerf.

Iglesias Ovejero Ángel (2016) *La represión franquista en el sudoeste de Salamanca (1936-1948)*, Salamanca, Centro de Estudios Mirobrigenses.

Iriarte Ana (2011) *De l'oubli comme astuce politique : Athènes 403-Espagne 1936*, [en ligne] consulté le 17/08/2021. URL : https://classics-at.chs.harvard.edu/classics7-ana-iriarte-de-loubli-comme-astuce-politique-athenes-403-espagne-1936

Jablonka Ivan (2017) L'historicité de l'historien ou la place des morts, *Sociétés & Représentations*, 1 (43), pp. 83-98, [en ligne] consulté le 17/08/2021. URL : https://www.cairn.info/revue-societes-et-representations-2017-1-page-83.htm

Juezas y Jueces para la Democracia (2013) Ante las desapariciones forzadas de la guerra civil y el franquismo, *Historicos Communicados*, [online]. URL: www.juecesdemocracia.es/2013/10/09/jpd-ante-las-desapariciones-forzadas-la-guerra-civil-franquismo

Junquera Natalia (2018) El Gobierno asume la búsqueda y la exhumación de desaparecidos de la Guerra civil, *El País*, 12/07/2018, [online]. URL: https://elpais.com/politica/2018/07/11/actualidad/1531322308_202368.html

Junquera Natalia (2013) Jueces para la democracia acusa al Gobierno de incumplir la ley de memoria. España es el segundo país con más desaparecidos tras Camboya, *El País*, 09/10/2013, [online]. URL: https://elpais.com/politica/2013/10/09/actualidad/1381322308_843838.html

Leroy Delphine (2017) *Des romans ? Non : leurs vies ! Écritures et auteurisations de femmes migrantes hispanophones*, Saint-Denis, Connaissances et savoirs.

Lillo Natacha (2019) *L'immigration espagnole en France au XXe siècle*, [en ligne] consulté le 17/08/2021. URL : http://www.histoire-immigration.fr/dossiers-thematiques/caracteristiques-migratoires-selon-les-pays-d-origine/l-immigration-espagnole

Lillo Natacha (2014) L'immigration européenne en France, angle mort de la recherche, in Marie Poinsot et Serge Weber Dirs, *Migrations et mutations de la société française*, Paris, La Découverte, pp. 85-93.

Loraux Nicole (1997) *La cité divisée. L'oubli dans la mémoire d'Athènes*, Paris, Payot.

Michonneau Stéphane (2016) L'Espagne entre deux transitions ? De la mémoire de la guerre civile à celle de l'après-guerre (1975-2007), *Histoire@Politique*, 2 (29), pp. 60-72.

Montserrat Sans (2008) Échange avec Montserrat Sans sur la dimension judiciaire de la question des disparus en Espagne, *Cultures & Conflits*, 72, [en ligne]. URL : http://journals.openedition.org/conflits/14233

Moro Marie-Rose (2002) *Enfants d'ici, venus d'ailleurs. Naître et grandir en France*, Paris, La Découverte.

Pérez Ledesma Manuel (2006) La guerra civil y la historiografía: no fue posible el acuerdo, *Ler Historia*, 51, pp. 51-75.

Preston Paul (2016) *Une guerre d'extermination. Espagne 1936-1945*, Paris, Belin.

Ricœur Paul (2000) *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Le Seuil.

Ricœur Paul (1991) *Temps et Récit, tome 1. L'intrigue et le récit historique*, Paris, Le Seuil.

Salvayre Lydie (2014) *Pas pleurer*, Paris, Le Seuil.

Talvikki Chanfreau Marie-Catherine (2006) Espagnols en territoire français de 1813 à 1971 : circuits ou intégrations d'exilés et d'émigrés, *Les Cahiers du MIMMOC*, [en ligne] consulté le 17/08/2021. URL : http://journals.openedition.org/mimmoc/150

Yusta Mercedes (2016) ¿Miseria de la teoría? La historiografía de la guerrilla antifranquista, en busca de un marco teórico, in Ignacio Peiro Martin y Carmen Frias Corredor Eds., *Políticas del pasado y narrativas de la nación. Representaciones de la Historia en la España contemporánea*, Zaragoza, Prensas Universitarias de Zaragoza, pp. 119-143.

Zeniter Alice (2017) *L'Art de perdre*, Paris, Coédition Flammarion/Albin Michel.

Delphine Leroy

Mémoires et silences. Violences transgénérationnelles et transfrontalières de la répression franquiste

Un village de la région Castilla y León, marqué par une importante émigration au cours des années 1950-1970 est aujourd'hui traversé par des approches divergentes de l'Histoire : une recherche universitaire, qui a collecté des récits de vie et exhumé une histoire locale de la domination franquiste (Iglesias Ovejero, 2016) et un groupe (constitué à la fois de résident·e·s et d'émigrant·e·s), qui considère que le silence sur ces méfaits est largement préférable, tant leur évocation serait susceptible de raviver des conflits fratricides. Cet acharnement au silence témoigne paradoxalement d'une mémoire vive. Or, comme le signale Moro (2002) concernant l'approche transculturelle, les descendant·e·s de migrant·e·s ont besoin de recomposer une histoire familiale, car ses effets influent sur les personnes, même si elles résident dans un autre territoire. À partir d'entretiens oraux et d'observations impliquées, l'enquête se déroule alors que des corps de disparu·e·s enfouis dans une fosse commune sont exhumés. Elle se focalise sur les enjeux que revêtent aujourd'hui l'évocation ou le silence sur l'histoire de la répression franquiste dans la région, mais également à travers la mobilité des habitant·e·s et de leurs descendant·e·s.

Memories and Silences. Transgenerational and Cross-border Violence under Francoist Repression

A village in the Castilla y Léon region, scarred by the important emigration wave it experienced between 1950s and 1970s, is penetrated by diverging approaches of History: an academic research study, which collected life-stories and unearthed a local history of Francoist domination (Iglesias Ovejero, 2016), and a group (consisting of both residents and emigrants), which reckons silence on these wrongdoings are immensely preferable because of the high risk their mention would trigger a revival of fratricidal strife. This dedication to silence is paradoxically the sign of acute memory. But, like Moro (2002) and the transcultural approach, the descendants of migrants, because of the impact it has on people, need to reconstruct a family history, even if they live in another territory. On the basis of interviews and participant observation, the study is carried out while the bodies of missing persons are unearthed from a mass grave. It focuses on the stakes of mentioning or keeping silent today the history of Francoist repression within the region as well as through the mobility of the residents and their descendants.

Recuerdos y silencios. Violencias transgeneracionales y transfronterizas sobre la represión franquista

Un pueblo de la región de Castilla y León, marcado por la emigración importante de los años 1950 y 1970, está hoy atravesado por enfoques divergentes de la historia. Por un lado, una investigación académica, que ha recogido historias de vida y desenterrado una historia local de la dominación franquista (Iglesias Ovejero, 2016) y, por el otro, un grupo (formado tanto por residentes como por emigrantes) que considera que el silencio sobre estas fechorías es preferible, ya que su evocación probablemente reviviría los conflictos fratricidas. Paradójicamente, este silencio implacable testifica una memoria viva. Sin embargo, como señala Moro (2002) con respecto al enfoque transcultural, los descendientes de migrantes deben reconstruir una historia familiar; ya que sus efectos afectan a las personas, incluso si viven en otro territorio. Sobre la base de entrevistas orales y observaciones implicadas, la investigación se lleva a cabo mientras se exhuman los cuerpos de los «desaparecidos» enterrados en una fosa común. Se centra en las cuestiones que hoy en día están en juego en la evocación o el silencio sobre la historia de la represión franquista en la región, pero también a través de la movilidad de los residentes y sus descendientes.